

## Bulletin bibliographique 89 Février-Mars 2015

### Retraite Financement

#### **Retraites : les chiffres cachés / Fondation Ifrap.**

In : *Société civile*, 152, décembre 2014, 16 p.

Les auteurs de cette étude estiment que le système de retraite, qui représente 293 milliards d'euros est à bout de souffle. Ils soulignent que sa complexité le rend difficile à piloter. Ils proposent de mettre en place un système de retraite commun à tous les Français, d'aligner les régimes de la fonction publique et les régimes spéciaux sur ceux du secteur privé, d'adopter un système par points et d'introduire une part de capitalisation dans le cadre d'une retraite obligatoire d'entreprise.

[http://www.ifrap.org/IMG/pdf/SOCI152\\_dossier\\_web.pdf](http://www.ifrap.org/IMG/pdf/SOCI152_dossier_web.pdf)

### Retraite Niveau des retraites et niveaux de vie des retraités

#### **Retraites : les femmes perçoivent une pension inférieure de 26% à celle des hommes en 2012 / COLLIN Christel.**

In : *Drees - Etudes et résultats*, 904, janvier 2015, 8 p.

Le nombre de retraités de droit direct a augmenté de 6,5% entre 2008 et 2012 pour s'établir à un peu plus de 15 millions à cette date. Au cours de la même période, la population des plus de 60 ans a augmenté de 9,6%. Cette différence s'explique tant par l'augmentation de l'espérance de vie que par la réforme de 2010 qui retarde l'âge de départ à la retraite. La pension moyenne de droit direct est de 1 282 euros bruts par mois, celle des femmes étant inférieure à celle des hommes. Toutefois, les écarts tendent à se réduire.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er904.pdf>

#### **La Revalorisation des pensions et des droits à la retraite : problématique et résultats de projection : réunion du 11/02/2015, documents de travail.**

Paris : COR, 2015, non paginé.

Après avoir retracé l'historique des évolutions des modes de revalorisation des pensions et des droits à la retraite, depuis le milieu des années 1980 jusqu'à aujourd'hui, en France et à l'étranger, ce dossier examine les problématiques associées à ces modes de revalorisation ainsi que leurs conséquences pour les retraités actuels et futurs. Il mesure leur impact sur l'équilibre financier du système de retraite. Enfin, le dossier présente des résultats de simulations consistant à revaloriser les pensions et les droits à la retraite selon le taux d'évolution des salaires plutôt que selon celui des prix.

<http://www.cor-retraites.fr/article446.html>

### Retraite Méthodologie

#### **Les Droits à la retraite acquis en début de carrière : une analyse à partir de l'Echantillon interrégimes de cotisants 2009 / SALEMBIER Laurianne.**

In : *Drees - Dossiers solidarité et santé*, 60, janvier 2015, 51 p.

L'âge de validation du premier trimestre pour la retraite augmente au fil des générations, du fait de l'allongement de la durée des études et du taux élevé du chômage des jeunes. Le début de carrière se fait plus tard, quel que soit le niveau de diplôme. Cette entrée dans la vie active plus tardive

entraîne une diminution des durées validées à 30 ans pour les jeunes générations. Elle s'accompagne d'un durcissement des conditions de liquidation de la retraite au taux plein. Le nombre de personnes qui, même si elles validaient quatre trimestres chaque année après 30 ans, devraient potentiellement attendre l'âge d'annulation de la décote pour bénéficier du taux plein, double entre les générations 1954 et 1978.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss60.pdf>

### **Retraite - Juste un autre monde /CREVEL Philippe.**

Paris : Temporis Editions, 2014, 302 p.

Cet ouvrage se veut à la fois un essai, un guide et un mémento pratique. Il présente le fonctionnement du système de retraite et le mode de calcul des pensions. Il propose un guide des retraites par profession et propose également des choix de solutions pour améliorer sa pension.

### **La Transformation du régime de retraite complémentaire obligatoire des avocats /KESSLER Francis.**

In : *Droit social*, 1, janvier 2015, 5 p.

Les avocats, qu'ils soient indépendants ou salariés, dépendent tous, pour leur retraite de base et complémentaire obligatoire, d'un même organisme : la Caisse nationale des barreaux français (CNBF). Le régime complémentaire vient d'être réformé. Cette transformation va s'étaler sur quinze ans. Après avoir présenté les particularités de ce régime, l'article explique les principales mesures de la réforme.

## **Retraite**

### **Indicateurs de retraite**

### **Les Motivations de départ à la retraite des fonctionnaires /AUBERT Patrick/LE MEIL P./LEROY Sandra.**

In : *CDC - Questions Retraite & Solidarité - Les études*, 10, janvier 2015, 16 p.

Parmi les fonctionnaires partis à la retraite entre juillet 2012 et juin 2013, 55% d'entre eux ont déclaré être partis à l'âge qu'ils souhaitaient et 25% sont partis plus tard. Les 20% restants sont partis en retraite plus tôt que ce qu'ils souhaitaient. 44% des retraités partis avec une décote déclarent la perte de pension peu dissuasive.

[http://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS10\\_janvier15.pdf](http://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS10_janvier15.pdf)

### **Retraites : le recul de l'âge minimal a peu d'effet sur les motivations de départ /BARTHELEMY Nadine/DI PORTO Alessandra/SAMAK Julien.**

In : *Drees - Etudes et résultats*, 902, janvier 2015, 6 p.

Les auteurs analysent les comportements des retraités à la suite de la réforme des retraites de 2010. Ces derniers ont en moyenne 62 ans quand ils partent à la retraite même si l'âge idéal reste 60 ans. La plupart d'entre eux sont partis dès que possible. Les retraités qui sont restés plus longtemps avaient des satisfactions dans l'emploi qu'ils occupaient et de bonnes conditions de travail et de santé. Ceux qui sont partis ont invoqué le taux plein, l'âge légal et l'envie de profiter de la retraite. Une partie des nouveaux retraités a été bien informée au moment du départ mais certains dispositifs tels que le cumul emploi retraite, la décote-surcote et la retraite progressive sont toujours très peu connus.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er902.pdf>

## **Retraite**

### **Analyses juridiques**

### **Les Mille et une astuces mises en œuvre pour baisser les retraites /DU CRAY Pierre-Edouard.**

Paris : Sauvegarde retraites (*Etudes et analyses*, 51), 2015, 15 p.

Cette note présente une analyse critique des réformes successives mises en œuvre pour préserver le système en se concentrant sur la baisse du pouvoir d'achat des retraités.

<http://www.sauvegarde-retraites.org/docs/Etude51WEB.pdf>

**How Does Aging Affect Financial Decision Making? (Comment le vieillissement affecte les prises de décisions financières ?) /BENNETT David/BOYLE Patricia/JACKS GAMBLE Keith,...**

In : Center for Retirement Research Issue in Brief, 15-1, janvier 2015, 6 p.

Avec le passage aux plans de retraite dits « 401 (k) », le bien-être économique des retraités aux Etats-Unis dépend de plus en plus de leur capacité à prendre des décisions financières judicieuses. En utilisant un ensemble de données sur un groupe de personnes âgées dans la région de Chicago, les auteurs analysent l'incidence de l'avancée en âge sur la prise de décision financière. Les participants qui souffrent de déclin cognitif connaissent une réduction de leur littératie financière mais aucun changement dans leur confiance à gérer de leur argent. Sans doute n'est-il donc pas surprenant, alors qu'ils sont plus susceptibles d'avoir besoin d'aide pour les décisions financières, que plus de la moitié d'entre eux conservent la responsabilité principale de la gestion de leur argent.

[http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2015/01/IB\\_15-1-508.pdf](http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2015/01/IB_15-1-508.pdf)

**Special double issue - Dynamic Social Security: A necessary condition for inclusive societies and economic development (Numéro double spécial - Une sécurité sociale dynamique : une condition nécessaire pour favoriser des sociétés inclusives et le développement économique /BRIMBLECOMBE Simon/DIAMOND Patrick/KAY Stephen,...**

In : AISS - Revue internationale de sécurité sociale, 67-3-4, juillet/décembre 2014, 170 p.

Ce numéro spécial réunit les contributions de treize auteurs qui analysent au travers de huit articles la question du rôle essentiel des systèmes de sécurité sociale dans la réalisation des objectifs économiques et sociaux. En 2007, l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) a adopté le concept stratégique de « sécurité sociale dynamique » en vue d'orienter ses activités et d'influencer positivement deux aspects : l'extension de la couverture de sécurité sociale et les améliorations dans le domaine de l'administration de la sécurité sociale. Sur la base d'exemples nationaux et de comparaisons entre pays, les auteurs abordent principalement des questions relatives au premier aspect. Leur objectif est d'analyser ce concept stratégique et de proposer un cadre pour orienter le développement durable des systèmes de sécurité sociale.

**The 2015 Ageing Report, Underlying Assumptions and Projection Methodologies (Rapport 2015 sur le vieillissement : hypothèses sous-jacentes et méthodologies de projection /CARONE Giuseppe/PART Peter/PENCH Lucio,...**

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne (European economy, 8/2014), 2014, 413 p.

Sur la base d'hypothèses macro-économiques, ce rapport estime l'impact budgétaire du vieillissement de la population dans les 28 Etats membres de l'UE pour la période 2013-2060. Le rapport est structuré en deux parties. La première décrit les hypothèses de projection de la population, de la population active et d'autres hypothèses macroéconomiques ainsi que les tests de sensibilité. La seconde partie présente l'impact financier sur les dépenses de retraite, les soins de santé, les soins de longue durée, l'éducation et les allocations de chômage. Une annexe statistique donne un aperçu des principales hypothèses et projections par pays. L'étude sera présentée au Conseil affaires économiques et financières (ECOFIN) en mai 2015.

[http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/european\\_economy/2014/pdf/ee8\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2014/pdf/ee8_en.pdf)

**Pension Markets in Focus 2014 (Marchés des fonds de pension 2014).**

Paris : OCDE, 2014, 37 p.

Ces dernières années ont été témoins d'intenses efforts de réforme des retraites à travers le monde, impliquant souvent une utilisation accrue des programmes de retraite par capitalisation gérés par le secteur privé. Ces dispositifs sont susceptibles de jouer un rôle plus important dans la prestation de revenu de retraite dans de nombreux pays et les actifs de pension privés joueront un rôle croissant sur les marchés financiers. Publié annuellement, « Pension Markets in Focus » fournit des données statistiques complètes, comparables et actualisées.

<http://www.oecd.org/daf/fin/private-pensions/Pension-Markets-in-Focus-2014.pdf>

## Protection sociale En Europe et dans le monde

**L'Actualité de la jurisprudence européenne et internationale** /KESSLER Francis/LAFUMA Emanuelle/LHERNOULD Jean-Philippe,...

In : Francis Lefebvre - *Revue de jurisprudence sociale*, 12, décembre 2014, 8 p.

Cette chronique présente plusieurs arrêts rendus par le Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans les domaines du droit du travail et du droit de la protection sociale. Effets d'une convention collective résiliée en cas de transfert d'entreprise, chaîne de sous-traitance impliquant le détachement de travailleurs ressortissants d'Etats tiers, avantage de retraite subordonné à une interruption de carrière et discrimination à raison du sexe, interdiction des facteurs actuariels fondés sur le sexe dans les régimes légaux de sécurité sociale constituent autant de questions soulevées.

**Un contrat social pour l'Europe : priorités et pistes d'action** /BOISSON-COHEN Marine/PALIER Bruno.

Paris : France stratégie (La Note d'analyse, 19), 2014, 7 p.

Une tendance à la divergence socioéconomique et d'emploi est constatée en Europe, particulièrement dans la zone euro. Trois priorités, associées à des pistes d'action, se dégagent si l'on veut relancer la convergence : compléter l'euro d'un point de vue social, adapter le cadre commun au nouvel âge des mobilités, rétablir la soutenabilité du modèle social européen.

<http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/na-19-fs-decembre2014-europe-sociale.pdf>

## Marché du travail Emploi des seniors

**Emploi et chômage des 55-64 ans en 2013 : tassement du taux d'activité, forte hausse du taux de chômage** /MINNI Claude.

In : Dares - *Analyses*, 12, février 2015, 12 p.

En 2013, près de la moitié des personnes âgées de 55 à 64 ans résidant en France métropolitaine sont actives : 45,6% sont en emploi et 3,4% au chômage. Le taux d'activité des 55-64 ans n'a que très légèrement augmenté en 2013. Cette stabilisation s'explique notamment par l'élargissement des conditions de départ à la retraite à 60 ans pour carrière longue : le nombre de personnes en retraite anticipée a augmenté de 52 000 au cours de l'année 2013. 21% des emplois des 60-64 ans et 66% de ceux de 65-69 ans sont occupés par un retraité ou un préretraité.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-012.pdf>

## Marché du travail Evolution de la population active

**Les Carrières des non titulaires du secteur public : analyse rétrospective et projections** /BOCCANFUSO Jérémy/BOZIO Antoine/BREDA Thomas,...

In : CDC - *Questions Retraite & Solidarité - Les cahiers*, 2, Janvier 2015, 227 p.

Cette recherche, financée par l'Ircantec, produit des séries de l'emploi non titulaire selon plusieurs scénarios. Elle met en évidence l'impact de modifications économiques et politiques sur les effectifs des affiliés et sur la masse salariale, plafonnée et déplafonnée. Les résultats de cette recherche constituent un éclairage précieux pour le cadre de projections sur l'équilibre à long terme du régime et les modifications paramétriques nécessaires pour le garantir.

<http://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2014/12/carrieres-non-titulaires-public-rapport-IPP-dec-2014.pdf>

**Perspectives de l'emploi cadre 2015.**

In : Apec - *Les études de l'emploi cadre*, 30, février 2015, 8 p.

Pour 2015, les entreprises du secteur privé prévoient de recruter entre 162 000 et 186 000 cadres. Les cadres ayant entre un et dix ans d'expérience, toujours privilégiés par les recruteurs, pourraient voir leurs recrutements augmenter. Les secteurs des services et tout particulièrement les activités

informatiques, la banque-assurance, les activités juridiques comptables et de conseil et l'ingénierie-R&D seraient bien orientés en 2015 avec des embauches de cadres en hausse.

<http://recruteurs.apec.fr/Recrutement/content/download/565097/1327007/version/1/file/Perspectives+de+l%27emploi+cadre+2015+-+synth%C3%A8se.pdf>

## Marché du travail Carrières et salaires

### La Mobilité externe des cadres.

In : *Apec - Les études de l'emploi cadre*, 5, janvier 2015, 16 p.

En 2013, 6% des cadres ont connu une mobilité externe. Parmi ceux-ci, 59% sont passés directement d'une entreprise à l'autre, tandis que 41% ont connu une période de chômage entre les deux postes. Parmi les cadres qui ont connu une mobilité externe en 2013, 52% occupent leur nouveau poste dans la même fonction que celle du poste précédent et 23% une fonction dans le même domaine d'activité (ou famille de fonction).

<http://recruteurs.apec.fr/Recrutement/content/download/561017/1320507/version/1/file/La+mobilit%C3%A9+externe+des+cadres.pdf>

### La Mobilité interne des cadres.

In : *Apec - Les études de l'emploi cadre*, 4, janvier 2015, 14 p.

Les changements de poste sont, dans la très grande majorité des cas, souhaités par les cadres : 68% d'entre eux considèrent qu'il s'agit d'une mobilité volontaire. Pour 32% des cadres, cependant, il s'agit d'une mobilité imposée par l'entreprise. À l'occasion de leur mobilité interne, les cadres peuvent connaître également des changements de fonction. Dans le cadre de changement de poste, c'est près d'un quart des cadres qui a changé de famille de fonction. Le changement volontaire s'accompagne plus fréquemment de responsabilités élargies et d'une plus grande satisfaction dans le nouveau poste.

<http://recruteurs.apec.fr/Recrutement/content/download/560977/1320467/version/1/file/La+mobilit%C3%A9+interne+des+cadres.pdf>

### Salaires par secteur et par branche professionnelle en 2012 : baisse en euros constants dans la construction et le tertiaire /CHAMKHI Amine.

In : *Dares - Analyses*, 8, janvier 2015, 9 p.

En 2012, dans le secteur privé et les entreprises publiques, la rémunération brute mensuelle moyenne des salariés en équivalent-temps plein (EQTP) s'est élevée à 2874 euros et le salaire moyen net de tous prélèvements sociaux à 2157 euros, en augmentation par rapport à 2011. En 2012, les rémunérations mensuelles nettes par taille d'entreprise ont progressé à des rythmes contrastés. Elles ont été plus dynamiques que la moyenne dans les entreprises de 250 salariés ou plus. L'écart entre les salaires mensuels nets des femmes et des hommes varie beaucoup selon les branches professionnelles. En 2012, il a été le plus marqué dans les regroupements de branches de la banque et des établissements financiers et d'assurance.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-008.pdf>

## Marché du travail En Europe et dans le monde

### Employment and Social Developments in Europe 2014 (Evolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe en 2014) / Commission européenne.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2015, 328 p.

Le rapport préconise de soutenir la productivité en investissant dans l'acquisition et la préservation par les travailleurs des compétences recherchées et souligne qu'il est crucial de retrouver la convergence entre les États membres. Il tire les leçons de la récession et constate que ses effets sur l'emploi et les revenus sont moindres dans les pays disposant d'un marché du travail plus ouvert et moins segmenté et ayant davantage investi dans l'éducation et la formation tout au long de la vie. Un certain nombre d'États membres évoluent progressivement vers un modèle d'investissement social qui privilégie un épanouissement professionnel tout au long de la vie et la participation du plus grand nombre au marché du travail. Les réformes qui ont eu pour but d'attirer davantage de femmes et de travailleurs

âgés sur le marché du travail ont contribué à maintenir les taux d'activité européens. Cela confirme la nécessité de poursuivre les réformes du marché du travail et la modernisation de la protection sociale.  
<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=13404&langId=en>

## Démographie

### Bilan démographique en France

**Bilan démographique 2014 : des décès moins nombreux** /BELLAMY Vanessa/BEAUMEL Catherine.

In : *Insee Première*, 1532, janvier 2015, 4 p.

Au 01/01/2015, la France compte 66,3 millions d'habitants : 64,2 millions en France métropolitaine et 2,1 millions dans les cinq départements d'outre-mer. Ce sont environ 300 000 personnes de plus qu'un an auparavant, soit une hausse de 0,4%. L'année 2014 est marquée par une natalité stable mais toujours dynamique (813 000 naissances hors Mayotte) et par des décès moins nombreux qu'en 2012 et 2013 (555 000 décès hors Mayotte). De ce fait, le solde naturel est plus élevé que les deux années précédentes. L'espérance de vie, qui avait marqué le pas, repart à la hausse. L'indicateur conjoncturel de fécondité, toujours un des plus élevés d'Europe, reste stable.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1532/ip1532.pdf>

**L'Evolution démographique récente en France : la diminution du nombre de mariages se poursuit** /BARBIERI Magali/D'ALBIS Hippolyte/MAZUY Magali.

In : *Population*, 2014-3, décembre 2014, 50 p.

Après une légère remontée en 2012, le nombre de mariages diminue à nouveau : d'après les données provisoires, on a enregistré 213 000 mariages en 2013. L'écart entre les taux de mortalité et de natalité se resserre, il était de 4,6 pour mille en 2006 et a diminué de manière progressive pour atteindre 3,4 pour mille en 2013.